

[Texte]

• 1700

Let me, for example, point to the issue of corroboration. Already in the United States there are 27 states with special hearsay-exception statutes, and I am quoting here from a very interesting report we received from the American Bar Association, of the young lawyers' division, on legal advocacy for children and youth.

In the section with videotaping—something you commented about earlier and obviously have some concern about—and closed-circuit television of child-victim testimony, 23 states have now passed videotaping legislation; 24 have passed closed-circuit television statutes. And I know there have been a number of court interpretations and some problems, but there is a lot of experience in the States on that basis. I would have expected that the Canadian Bar Association would have looked into some of these measures in the States and would have provided us with more of an analytical review of them.

Thirdly, on the question that has been brought forward in our hearings so far—a very important question you do not even refer to in your brief, and I was really surprised—dealing with the new proposed subsections 16(2) and 16(3), requiring a child to have sufficient intelligence in order to testify... I think you know that members of this committee have some concern about that. We have heard testimony already. I am sure we will hear others about whether that may be a bar in itself to some children being able to testify. Is there other wording? Is there another way?

In fact, in the States, as indicated by this report, there has been a new trend among states to adopt rule 601 of the federal rules of evidence, which establishes a presumption of competency for all witnesses, and at least 22 states have adopted competency rules which provide that every person is competent to be a witness, except as provided in these rules. They are moving away from restrictions in this field of children's competency.

So those are three areas in the legislation, two of which you spoke about, one of which you did not speak about, that are very important.

Mr. Robinson: They spoke about the third. They said they supported the current provision in the bill.

Mrs. Collins: The provision, but it actually was not in your brief.

Mr. Robinson: It is in the brief, yes. They say they support the provision.

Mrs. Collins: Page? The subsection?

Mr. Pink: Page 10.

Mr. Nicholson: Subsections 16(2) and 16(3) Mrs. Collins says were not listed.

[Traduction]

Prenons par exemple la question de la corroboration. Déjà aux Etats-Unis, 27 États ont adopté des lois spéciales relatives au oui-dire, et je songe ici à un rapport très intéressant que nous a envoyé la division des jeunes avocats de la *American Bar Association* (Association du Barreau américain) sur la défense et la protection des jeunes enfants et des adolescents.

En ce qui concerne l'enregistrement sur bande vidéo, qui vous préoccupe à en juger d'après vos témoignages, et à l'enregistrement télévisuel en circuit fermé des témoignages des enfants victimes, 23 États ont déjà adopté des dispositions législatives au sujet de l'enregistrement sur bande vidéo et 24 au sujet de l'enregistrement télévisuel en circuit fermé. Je n'ignore pas que ces questions ont donné lieu à certaines interprétations de la part des tribunaux et à certains problèmes, mais les Etats-Unis ont acquis beaucoup d'expérience sur le sujet. Je me serais donc attendu à ce que l'Association du Barreau canadien ait étudié certaines de ces mesures américaines et nous en ait fourni une analyse.

Troisièmement, au sujet de la très importante question soulevée lors de nos audiences—et que vous ne mentionnez même pas dans votre mémoire—c'est-à-dire des paragraphes 2 et 3 de l'article 16, où il est question d'exiger qu'un enfant soit suffisamment intelligent pour témoigner, j'ai été étonné de votre position. Vous vous rendez d'ailleurs sans doute compte des préoccupations de certains de nos membres à ce sujet. Nous avons déjà entendu des témoignages là-dessus. Je suis sûr aussi que d'autres seront d'avis que cela risquerait peut-être d'empêcher les enfants de pouvoir témoigner. Y a-t-il un autre libellé? Y a-t-il un autre moyen à prendre?

Comme l'indique ce rapport, les États américains ont été nombreux à adopter l'article 601 du droit fédéral de la preuve, qui établit la présomption en matière de capacité nécessaire pour témoigner. En outre, au moins 22 États ont adopté des règlements relatifs à cette capacité de témoigner, en vertu desquels chaque personne est capable de témoigner, sauf dans les cas prévus par les règlements. Les Américains laissent donc tomber les restrictions entourant la capacité des enfants à témoigner.

Le projet de loi comporte donc trois aspects très importants, et vous en avez laissé un de côté.

M. Robinson: L'Association du Barreau a bel et bien parlé de ce troisième aspect. Elle a dit qu'elle approuvait les dispositions du projet de loi.

Mme Collins: Les dispositions, mais elle n'a rien dit à ce sujet dans le mémoire.

M. Robinson: Si, c'est indiqué dans le mémoire. L'Association dit qu'elle approuve cette disposition.

Mme Collins: À quelle page et au sujet de quel paragraphe?

M. Pink: À la page 11.

M. Nicholson: On y trouve les paragraphes 2 et 3 de l'article 16, ceux-là même qui selon M^{me} Collins n'étaient pas mentionnés.